RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr
Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-109029

Département(s) de publication : **75**
Annonce n° **26-109029**

Section 1 - Acheteur

1.1 **Acheteur**

Nom officiel : Ile de France Mobilités

Activité de l'entité adjudicatrice : Services de chemin de fer urbain, de tramway, de trolleybus ou d'autobus

Section 2 - Procédure

2.1 **Procédure**

Titre : Etudes de faisabilité pour le développement de nouveaux centres opérationnels bus (COB) (relance)

Description : Les prestations réalisées dans le cadre de cet accord-cadre ont pour but de permettre à Île-de-France Mobilités de se positionner rapidement quant à l'opportunité d'acquisition d'un terrain pour la réalisation d'un nouveau centre bus. Les prestations attendues sont des Etudes de Faisabilité sur des sites identifiés par Île-de-France Mobilités ou les collectivités. Il s'agit d'étudier : • la faisabilité d'implantation du COB au regard des caractéristiques du site, de son environnement et des contraintes réglementaires (diagnostic exhaustif du site et de son environnement (milieu physique, humain, naturel, paysager, contraintes réglementaires, ...) en vue d'identifier l'ensemble des avantages et inconvénients pour la réalisation d'un COB), • le dimensionnement, l'organisation et l'insertion du COB (fonctions exploitation / maintenance / administration ; capacité de remisage ; équipements d'avitaillement ; équipements de maintenance ; espaces verts ; etc). Dans l'objectif d'identifier les meilleures opportunités foncières, il pourra être demandé dans le cadre d'un même bon de commande, l'étude de plusieurs sites simultanément sur un seul et même réseau. Il pourra soit s'agir de sites complémentaires (en cas de besoin de plusieurs dépôts sur un même réseau) ou de sites à comparer en vue de retenir la meilleure option pour le COB. Dans ce dernier cas, une analyse comparative entre les divers sites étudiés est demandée afin de permettre à Île-de-France Mobilités de se positionner sur le choix du site à retenir.

Identifiant de la procédure : 8a4aabe9-48cc-47eb-8fa1-719abe7c4e5f

Identifiant interne : 2026-088

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : **non**

2.1.1 **Objet**

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 71241000 Études de faisabilité, service de conseil, analyse

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79314000 Étude de faisabilité

Nomenclature supplémentaire (cpv): 71242000 Préparation du projet et de la conception, estimation des coûts

Nomenclature supplémentaire (cpv): 60112000 Services de transport routier public

2.1.2 **Lieu d'exécution**

Ville : Paris

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Il s'agit de la relance du marché n°2026-047 ayant le même objet et déclaré sans suite pour motif juridique par souci d'éviter les risques tenant aux incertitudes ayant affecté la consultation des entreprises concernées par la présence d'une clause litigieuse à l'article 11.4 du règlement de la consultation constituant une atteinte à la liberté d'accès à la commande publique. Le pouvoir adjudicateur a décidé d'instaurer un système d'élimination des offres dont la valeur n'est pas jugée suffisante. Cette insuffisance sera caractérisée si la note pondérée cumulée pour les critères « C1 et C2 » est strictement inférieure à 30 / 60. Cette / ces offre(s) sera /seront rejetées et de fait éliminée(s) du classement.

2.1.3 **Valeur**

Valeur estimée hors TVA : 0 **Euro**

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,500,000 **Euro**

2.1.4 **Informations générales**

Si la procédure est annulée ou infructueuse, elle sera relancée

Informations complémentaires : L'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, le présent marché n'est pas alloti conformément aux dispositions de l'article L2113-10 du code de la commande publique.

Base juridique :

Directive 2014/25/UE

Appel d'offres ouvert - La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article L2124-2 et R2124-2 1° du code de la commande publique. Il s'agit de la relance du marché n°2026-047 ayant le même objet et déclaré sans suite pour motif juridique.

2.1.6 **Motifs d'exclusion**

Sources des motifs d'exclusion : Avis

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Section 5 - Lot

5.1 **Identifiant technique du lot** : LOT-0001

Titre : Etudes de faisabilité pour le développement de nouveaux centres opérationnels bus (COB) (relance)

Description : Les prestations réalisées dans le cadre de cet accord-cadre ont pour but de permettre à Île-de-France Mobilités de se positionner rapidement quant à l'opportunité d' acquisition d'un terrain pour la réalisation d'un nouveau centre bus. Les prestations attendues sont des Etudes de Faisabilité sur des sites identifiés par Île-de-France Mobilités ou les collectivités. Il s'agit d'étudier : • la faisabilité d'implantation du COB au regard des caractéristiques du site, de son environnement et des contraintes réglementaires (diagnostic exhaustif du site et de son environnement (milieu physique, humain, naturel, paysager, contraintes réglementaires, …) en vue d'identifier l'ensemble des avantages et inconvénients pour la réalisation d'un COB), • le dimensionnement, l'organisation et l'insertion du COB (fonctions exploitation / maintenance / administration ; capacité de remisage ; équipements d' avitaillement ; équipements de maintenance ; espaces verts ; etc). Dans l'objectif d'identifier les meilleures opportunités foncières, il pourra être demandé dans le cadre d'un même bon de commande, l'étude de plusieurs sites simultanément sur un seul et même réseau. Il pourra soit s' agir de sites complémentaires (en cas de besoin de plusieurs dépôts sur un même réseau) ou de sites à comparer en vue de retenir la meilleure option pour le COB. Dans ce dernier cas, une analyse comparative entre les divers sites étudiés est demandée afin de permettre à Île-de-France Mobilités de se positionner sur le choix du site à retenir.

Identifiant interne : 1

5.1.1 **Objet**

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 71241000 Études de faisabilité, service de conseil, analyse

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79314000 Étude de faisabilité

Nomenclature supplémentaire (cpv): 71242000 Préparation du projet et de la conception, estimation des coûts

Nomenclature supplémentaire (cpv): 60112000 Services de transport routier public

Options :

Description des options : Dans les conditions fixées par l'article R2122-7 du Code de la commande publique, les parties pourront conclure un marché portant sur la réalisation de prestations similaires à celles objet du présent marché.

5.1.2 **Lieu d'exécution**

Adresse postale : 39 bis - 41 rue de Châteaudun

Ville : Paris

Code postal : 75009

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 **Durée estimée**

Durée : 48 **Mois**

5.1.4 **Renouvellement**

Nombre maximal de renouvellements : 0

5.1.5 **Valeur**

Valeur estimée hors TVA : 0 **Euro**

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,500,000 **Euro**

5.1.6 **Informations générales**

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : **oui**

Informations complémentaires : Le présent accord-cadre est un accord-cadre multi-attributaires, avec un maximum de trois (03) attributaires sous réserve de la réception d' un nombre d'offres suffisant. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R2162-2 et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins et selon les conditions mentionnées au sein du cahier des charges particulières. L'accord-cadre est passé entre les montants minimums et maximums suivants (révisions de prix comprises) par période contractuelle de 12 mois : Montant minimum : sans montant minimum ; Montant maximum : 1 500 000 euros HT

5.1.9 **Critères de sélection**

Sources des critères de sélection : Avis

Critère : Inscription à un registre professionnel pertinent

Description : - Une lettre de candidature (ou imprimé DC1), complétée et datée En cas de groupement, les candidatures seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. - Déclaration sur l'honneur pour juger qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-16 du Code de la commande publique, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. - Lorsque le soumissionnaire est en redressement judiciaire, le soumissionnaire produit la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ; - Une déclaration du soumissionnaire (ou imprimé DC2), complétée, datée

Critère : Chiffre d'affaires annuel général

Description : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2). Ce chiffre d'affaires annuel est apprécié au niveau du groupement ;

Critère : Références sur des services spécifiés

Description : • Déclaration d'effectifs : indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. • Références de service similaires : présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. • Titre d'études et titres professionnels : indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché. • Déclaration concernant l'outillage, le matériel, et l'équipement technique : dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

5.1.10 **Critères d'attribution**

Critère :

Type : Qualité

Description : CRITÈRE 1 : VALEUR TECHNIQUE (SUR 45 POINTS) dont : SC1 : Livrables types - sur 25 points SC2 : Méthodologie générale - sur 20 points

Critère :

Type : Qualité

Description : CRITÈRE 2 : ADÉQUATION DES MOYENS HUMAINS MIS A DISPOSITION (SUR 15 POINTS)

Critère :

Type : Prix

Description : CRITÈRE 3 : PRIX (SUR 35 POINTS) Sur la base du montant total TTC du DQE

Critère :

Type : Qualité

Description : CRITÈRE 4 : CRITÈRE ENVIRONNEMENTAL (SUR 5 POINTS) Sur la base des éléments de réponses apportées par le candidat au document « annexe environnementale », annexe 4 du présent RC

5.1.11 **Documents de marché**

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Adresse des documents de marché : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2026_r7g30R-q9X

5.1.12 **Conditions du marché public**

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2026_r7g30R-q9X

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Description de la garantie financière : Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, le paiement de l'avance est conditionné par la constitution préalable d'une garantie à première demande spécifique, s'engageant à rembourser, s'il y a lieu, le montant de l'avance consentie d'un montant équivalent à l'avance toutes taxes comprises. Cette garantie à première demande est libérée à la fin de la résorption de l'avance. La garantie à première demande ne peut pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Date limite de réception des offres : 09/12/2026 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 8 **Mois**

Informations relatives à l'ouverture publique :

Informations complémentaires : L'ouverture des plis n'est pas publique. Elle est réservée aux personnes ayant reçu délégation par la Direction Générale du fait de leur mission au sein de l'établissement et en conformité avec les règles internes de ce dernier.

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés : Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat : Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution à caractère social et environnemental visées par l'article L.2112-2 du Code de la commande publique et au cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Un accord de confidentialité est requis : **oui**

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité : Les informations relatives au marché 2026-088, transmises par Île-de-France Mobilités au titulaire ou tout membre du groupement ou sous-traitant pendant toute la durée du marché, sont délivrées à titre personnel et sont strictement confidentielles.

Facturation en ligne : Requise

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas d'attribution de l'accord cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Montage financier : Le financement des prestations du présent marché se fera sur les fonds propres de l'Acheteur.

5.1.15 **Techniques**

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 **Informations complémentaires, médiation et réexamen**

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Informations relatives aux délais de recours : L'instance chargée des procédures de recours et pouvant donner les informations nécessaires sur les modalités de celles-ci est la suivante : Tribunal administratif de Paris 7, Rue de Jouy - 75004 Paris Téléphone : 01.44.59.44.00 Télécopie : 01.44.59.46.46 Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr Recours possibles : Avant la signature du marché : - Un référé précontractuel (art. L. 551-1 et suivants du Code de Justice Administrative), depuis le début de la procédure jusqu'à la date de conclusion du contrat. Après la signature du marché : - Un référé contractuel (art. L. 551-13 et suivants du Code de Justice Administrative), le jour suivant la notification du marché et selon les délais précisés par l'article R. 551-7 et suivants du Code de Justice Administrative ; - Un recours en contestation de la validité du contrat (Conseil d'Etat, 4 avril 2014, no358994, Département du Tarn et Garonne) dans un délai de 2 mois suivants la parution de l'avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Ile de France Mobilités

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Ile de France Mobilités

Organisation qui traite les offres : Ile de France Mobilités

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Ile de France Mobilités

Numéro d'enregistrement : 28750007800020

Adresse postale : 39bis-41 rue de Châteaudun

Ville : Paris

Code postal : 75009

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : alexandre.petit@iledefrance-mobilites.fr

Téléphone : 0153592139

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_r7g30R-q9X

Profil de l'acheteur : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750005500013

Département : Tribunal administratif de Paris

Adresse postale : 7, Rue de Jouy

Ville : Paris

Code postal : 75004

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Point de contact : Tribunal administratif de Paris

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 0144594400

Télécopieur : 0144594646

Adresse internet : https://paris.tribunal-administratif.fr/

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : c02aa387-7931-4911-9fb7-84372fb46021 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 09/11/2026 à 17:07

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

Date d'envoi du présent avis à la publication : 09/11/2026